

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Banque CIC Sud Ouest
Société anonyme au capital de 258 498 240 Euros
Siège social : 20 quai des Chartrons
33000 BORDEAUX
456 204 809 RCS BORDEAUX

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'A.G.O. du 22 avril 2026

I. — Bilan au 31 décembre 2025
(en milliers d'euros)

Actif en milliers d'euros	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Caisse, Banques centrales		20 330	33 732
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	2	3 605 364	2 650 255
Opérations avec la clientèle	3	22 242 595	21 894 298
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	5 195	5 195
Actions et autres titres à revenu variable	5	33	35
Participations et autres titres détenus à long terme	6	19 699	18 965
Parts dans les entreprises liées	7	4 424	4 424
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	8	11 878	17 086
Immobilisations corporelles	9	82 884	87 522
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	10	135 480	276 823
Comptes de régularisation	11	180 332	188 281
Total de l'actif		26 308 214	25 176 616

Passif en milliers d'euros	Notes	2025 décembre	2024 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	12	9 016 424	8 410 325
Opérations avec la clientèle	13	16 035 867	15 459 048
Dettes représentées par un titre	14	1 153	1 153
Autres passifs	10	203 129	247 465
Comptes de régularisation	11	285 404	297 944
Provisions	15	126 792	135 905
Dettes subordonnées	16	76 479	86 581
Fonds pour risques bancaires généraux	17	3 287	3 287
Capitaux propres	17	559 679	534 908
- Capital souscrit		258 498	258 498
- Primes d'émission		63 332	63 332
- Réserves		211 201	211 201
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		12 380	12 151
- Report à nouveau		-10 274	226
- Résultat de l'exercice		24 542	-10 500
Total du passif		26 308 214	25 176 616

Hors bilan (en milliers d'euros)	Notes	2025 décembre	2024 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit		7 644 789	7 330 089
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit		549	
Engagements en faveur de la clientèle		2 121 312	2 012 529
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		54 743	72 254
Engagements d'ordre de la clientèle		2 651 574	2 615 571

Engagements sur titres			
Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés			

II — Compte de résultat

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés	24	836 508	948 343
+ Intérêts et charges assimilées	24	-682 729	-811 074
+ Revenus des titres à revenu variable	25	16	19
+ Commissions (produits)	26	273 983	264 651
+ Commissions (charges)	26	-56 515	-53 366
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	27	2 548	2 812
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	28	10	
+ Autres produits d'exploitation bancaire	29	3 927	2 003
+ Autres charges d'exploitation bancaire	29	-6 345	-4 151
= Produit Net Bancaire		371 403	349 237
+ Charges de personnel	30	-162 254	-160 828
+ Autres charges administratives		-101 276	-105 443
+ Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		-9 825	-8 878
= Charges de fonctionnement		-273 355	-275 149
= Résultat Brut d'Exploitation		98 048	74 088
+ Coût du risque	31	-61 844	-80 786
= Résultat d'Exploitation		36 204	-6 698
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	32	-3 104	-2 674
= Résultat Courant		33 100	-9 372
+/- Résultat exceptionnel		-101	-255
+ Impôts sur les bénéfices	33	-8 228	-493
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		-229	-380
= Résultat Net		24 542	-10 500

III. — Annexe aux comptes sociaux**Note 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes du CIC Sud-Ouest sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date ;
- ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

La banque CIC Sud-Ouest est intégrée globalement dans les comptes consolidés du groupe de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Note 1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux ;
- des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- des provisions pour risques et charges ;
- des provisions sur engagements sociaux et PEL / CEL.

Note 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Note 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, le CIC Sud-Ouest applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est-à-dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1er janvier, corrigeant le bilan d'ouverture.

Conformément au règlement ANC 2015-06, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, le mali technique n'est plus comptabilisé de manière globale au poste « fonds commercial » et non amorti.

Il est comptabilisé au bilan par catégorie d'actifs en autres immobilisations corporelles, incorporelles et financières.

Cette affectation permet d'appliquer au mali technique les règles d'amortissement des actifs sous-jacents (le mali affecté en totalité ou en partie à un actif amortissable est désormais amorti en totalité ou en partie). En revanche, la quote-part du mali affectée au fonds commercial bénéficie toujours d'une présomption de non-amortissement.

Note 1.4 Prêts et créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement actuariel est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Au sein de l'ensemble des risques de crédit, on distingue comptablement les encours sains, douteux et douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

Note 1.5 Créances et risque de crédit

Le système de déclassement en encours douteux est conforme. Conformément au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.) ;
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- l'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrecouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note 1.6 Comptes d'épargne à régime spécial

La réglementation des comptes d'épargne à régime spécial (livret bleu, livret A, compte sur livret d'épargne populaire, livret de développement durable et solidaire) impose aux établissements de crédit de reverser au fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) une partie de cette collecte. Cette centralisation des dépôts se traduit alors par une créance de l'établissement collecteur sur le fonds d'épargne de la CDC.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC est présenté en déduction des encours des dépôts de la clientèle collectée par l'établissement au titre du livret A, du LDDS et du compte sur LEP figurant à son passif.

Note 1.7 Opérations sur titres

Les effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe (titres de marché interbancaire, de créances négociables, valeurs mobilières) sont répartis en titres de transaction, de placement ou d'investissement ; et les actions et autres titres à revenu variable sont répartis en titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille, de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme. Les frais d'acquisition et de cession constituent une charge de l'exercice.

Titres de transaction

Il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Ils sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur leur durée résiduelle.

À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène.

Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 de l'ANC 2014-07, prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur leur durée résiduelle. Ces titres font l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Une dépréciation est constituée lorsque la dégradation de la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

Titres de l'activité de portefeuille

Ils proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'intervenir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. À la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Titres donnés en pension livrée

Ils sont maintenus à l'actif du bilan et la dette vis-à-vis du cessionnaire est inscrite au passif. Les principes d'évaluation et de prise en résultat des revenus de ces titres demeurent ceux applicables à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Critères et règles de déclassement

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet au jour du transfert d'une évaluation selon leur portefeuille d'origine.

Note 1.8 Instruments dérivés : instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...). Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat.

Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

Valorisation des instruments financiers à terme non cotés

Ces instruments sont réévalués à partir de prix observables dans le marché, selon la procédure dite de « flashage ». Cette dernière méthode consiste à relever chaque jour à la même heure les prix offerts et demandés de plusieurs contributeurs via les logiciels de flux de marchés. Un prix unique est retenu pour chaque paramètre de marché utile.

Note 1.9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction de la valeur résiduelle nette des coûts de sortie.

La durée d'utilité étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement pour les immeubles sont de :

- 40-80 ans pour les gros œuvres ;
- 15-30 ans pour les clos et couverts ;
- 10-25 ans pour les équipements ;
- 10 ans pour les agencements et installations.

Immobilisations incorporelles :

- Les droits au bail versés ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation,
- Les droits d'entrée versés au propriétaire sont amortis sur la durée de vie du bail comme un complément de loyer,
- Les autres éléments du fonds commercial sont amortis sur 10 ans (acquisition de portefeuilles de contrats clientèle).

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « produits des autres activités » ou « charges des autres activités ».

Note 1.10 Comptes de régularisation

Les frais d'émission d'emprunts émis jusqu'au 31 décembre 1999 sont amortis au cours de l'exercice d'émission et, pour les émissions postérieures à cette date, sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt.

Les primes de remboursement des obligations sont amorties, sur une base linéaire, en fonction de la durée de l'emprunt.

Note 1.11 Provisions pour dépréciation

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée. L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

Note 1.12 Provisions générales pour risque de crédit (PGRC)

Depuis l'exercice 2000, des provisions générales pour risques de crédit sont constituées pour couvrir des risques nés mais non encore avérés sur les crédits sains et les engagements donnés à la clientèle. Elles sont déterminées pour les activités de crédit, par un coût du risque moyen tel qu'il peut être appréhendé dans une perspective à long terme, soit 0,5 % de l'encours pondéré clientèle sain.

Ces provisions générales pour risque de crédit feront l'objet de reprises si les occurrences auxquelles elles sont destinées à faire face se concrétisent.

Depuis l'exercice 2003, elles peuvent comprendre une provision générale au titre des grands risques du groupe.

Note 1.13 Contrats d'épargne réglementée

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques) qui associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent pour l'établissement distributeur deux types d'engagements :

- de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions. Celles-ci couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux contrats d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et ceux d'épargne minimum attendus. Ces derniers sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5 % sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 1.14 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

Note 1.15 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Note 1.16 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception de celles relatives aux opérations financières qui le sont dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

Note 1.17 Engagements de retraite et assimilés

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2013-02 de l'ANC.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière. Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

Note 1.18 Surtaxe impôt sur les sociétés

Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025 02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due.

Note 1.19 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Note 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	2 984 251		2 032 369	
Prêts, valeurs reçues en pension (*)		583 010		579 830
Valeurs non imputées	756		716	
Titres reçus en pension livrée	0		0	
Créances rattachées	0	37 347	0	37 340
Créances douteuses	0	0	0	0
Dépréciation	0	0	0	0
Total	2 985 007	620 357	2 033 085	617 170
Total des créances sur les établissements de crédit		3 605 364		2 650 255
dont prêts participatifs		9 590		9 590
dont prêts subordonnés		4 240		4 240

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

(*) Un montant de 1 557,6 millions d'euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.

Note 3 - Créances sur la clientèle

	31.12.2025	31.12.2024
Créances commerciales	29 927	52 276
Créances rattachées	0	0
Autres concours		
- Prêts et crédits	21 198 282	21 051 861
- Titres reçus en pension livrée	0	0
- Créances rattachées	42 113	39 507
Comptes ordinaires débiteurs	452 364	368 893
Créances rattachées	2	2
Créances douteuses	779 523	609 381
Dépréciation	-259 616	-227 622
Total	22 242 595	21 894 298

dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne	132 630	234 670
dont prêts participatifs	1 528	1 528
dont prêts subordonnés	0	0

Les créances douteuses comprennent 495 873 milliers d'euros de créances douteuses compromises dépréciées à hauteur de 187 361 milliers d'euros. Parmi les créances saines, il existe un encours de créances restructurées d'un montant de 153 829 milliers d'euros.

Dépréciation des créances douteuses

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Actif	0				0
Dépréciations sur créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0
Dépréciations sur créances sur la clientèle	227 622	97 968	-65 945	-29	259 616
Dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0	0	0
Dépréciations sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0	0	0
Total	227 622	97 968	-65 945	-29	259 616

Le total des créances douteuses sur la clientèle est de 779 523 milliers d'euros contre 609 381 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles sont couvertes par des dépréciations à hauteur de 259 616 milliers d'euros soit 33,30%, contre 37,35% à fin 2024.

Le taux de couverture des encours clientèle bruts par l'ensemble des dépréciations individuelles couvrant des risques de crédit s'établit à 1,03% fin 2024 contre 1,15% en 2025.

Notons que les créances saines de CIC SUD OUEST sont également couvertes par la provision générale pour risques de crédit (Cf. note 15).

Note 4 - Obligations & autres titres à revenu fixe

	31.12.2025			31.12.2024			
	Transaction	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés	0	0	0	0	0	0	0
Titres détenus non cotés	0	0	5 000	0	5 000	0	5 000
Titres prêtés	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	195	0	195	0	195
Créances douteuses		0	0		0	0	0
Montant brut	0	0	5 195	0	5 195	0	5 195
. Dépréciation		0	0		0	0	0
Montant net	0	0	5 195	0	5 195	0	5 195
Plus-values latentes nettes		0	0		0	0	0
dont obligations subordonnées	0	0	0	0	0	0	0
dont titres émis par des organismes publics			0				0

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2025.

Note 5 - Actions & autres titres à revenu variable

	31.12.2025			31.12.2024			
	Transaction	T.A.P.	Total	Transaction	Placement	T.A.P.	Total
Titres détenus cotés	0	0	23	0	25	0	25
Titres détenus non cotés		0	23		22	0	22
Titres prêtés	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
Montant brut	0	0	46	0	47	0	47
Dépréciation sur titres		0	-13		-12	0	-12
Total	0	0	33	0	35	0	35
Plus-values latentes		0	0		0	0	0

Note 6 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Autres titres détenus à long terme						
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	18 928	732	0	0	-1	19 659
Titres de participation	0		0			0
- cotés	0	0	0	0	0	0
- non cotés	1 759	0	0	0	0	1 759
Sous-total	20 687	732	0	0	-1	21 418
Ecarts de conversion	0					0

Titres prêtés	0				0
Créances rattachées	103			0	103
Montant brut	20 790		0		21 521
Dépréciations					
- titres cotés	0	0	0	0	0
- titres non cotés	-1 825	0	2	0	-1 820
Sous-total	-1 825	0	2	0	-1 820
Montant net	18 965	732	2	0	19 701

Note 7 - Parts dans les entreprises liées

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Transferts	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute	4 424	0	0	0	0	4 424
Ecart de conversion	0				0	0
Titres prêtés	0		0			0
Créances rattachées	0					0
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.	0					0
Dépréciation	0	0	0	0	0	0
Montant net	4 424	0	0			4 424
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées	0					0
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	4 424					4 424

Opérations avec les entreprises liées

	31.12.2025		31.12.2024	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
Actif				
Créances sur établissements de crédit	3 553 425		2 602 433	
Créances sur la clientèle	1 429		2 309	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	8 977 057		8 358 383	
Comptes créditeurs de la clientèle	4		7	
Dettes représentées par un titre	76 479	76 479	86 581	86 581
Hors-bilan				
Engagements donnés	1 000 378		969 861	
- Etablissements de crédit	38 321		66 357	
- Clientèle	962 057		903 504	

La détection des opérations sur entreprises liées est limitée aux filiales du périmètre CIC.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Note 8 - Immobilisations incorporelles

	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Fonds commerciaux	350	0	0	0	350
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0
. Autres immobilisations incorporelles	18 208	0	-2 441	0	15 767
Montant brut	18 558	0	-2 441	0	16 117
Amortissements et dépréciations					
. Fonds commerciaux	0	0	0	0	0
. Frais d'établissement	0	0	0	0	0
. Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0

. Autres immobilisations incorporelles	-1 472	-3 909	1 142	0	-4 239
Montant des amortissements	-1 472	-3 909	1 142	0	-4 239
Montant net	17 086	-3 909	-1 299	0	11 878

Note 9 - Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	31.12.2024	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute					
. Terrains d'exploitation	7 933	65	-65	-17	7 916
. Terrains hors exploitation	1 786	0	-55	0	1 731
. Constructions d'exploitation	211 544	3 664	-6 749	-609	207 850
. Constructions hors exploitation	2 915	124	-545	0	2 494
. Autres immobilisations corporelles	25 756	1 207	-1 106	0	25 857
Montant brut	249 934	5 060	-8 520	-626	245 848
Amortissements					
. Terrains d'exploitation	0	0	0	0	0
. Terrains hors exploitation	0	0	0	0	0
. Constructions d'exploitation	-138 069	-6 256	5 403	1	-138 921
. Constructions hors exploitation	-1 716	-114	274	0	-1 556
. Autres immobilisations corporelles	-22 627	-897	1 037	0	-22 487
Montant des amortissements	-162 412	-7 267	6 714	1	-162 964
Montant net	87 522	-2 207	-1 806	-625	82 884

Note 10 - Autres actifs et passifs

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	0	0	0	0
Comptes de règlement d'opérations sur titres	0	497	0	136
Dettes représentatives des titres empruntés	0	0	0	0
Impôts différés	0	0	0	0
Débiteurs et créiteurs divers	135 222	202 395	276 380	247 093
Créances et dettes rattachées	330	237	515	236
Dépréciation	-72		-72	
Total	135 480	203 129	276 823	247 465
	135 480	203 129		

Note 11 - Comptes de régularisation

	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement	10 165	171	9 178	23
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	8 339	5 934	11 625	4 637
Autres comptes de régularisation	161 828	279 299	167 478	293 284
Total	180 332	285 404	188 281	297 944

Note 12 - Dettes envers les établissements de crédit

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	20 085		14 025	
Comptes à terme		8 957 642		8 345 670
Valeurs données en pension	0	0	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	38 697	0	50 630
Total	20 085	8 996 339	14 025	8 396 300
Total des dettes envers les établissements de crédit		9 016 424		8 410 325

Note 13 - Comptes créditeurs de la clientèle

	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial (*)	2 228 887	660 826	2 272 550	739 603
Dettes rattachées	0	84	0	80
Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial	2 228 887	660 910	2 272 550	739 683

Autres dettes	7 474 090	5 568 340	6 995 544	5 348 062
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	103 640	0	103 209
Total - Autres dettes	7 474 090	5 671 980	6 995 544	5 451 271
Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme		16 035 867		15 459 048
(*) Un montant de 1 292,5 millions d'euros de Prêts et valeurs reçues en pension à terme a été compensé avec le poste Comptes créditeurs de la clientèle correspondant au versement dans le cadre de la centralisation des dépôts à la Caisse de Dépôts et de Consignation.				

Note 13a - Dépôts de la clientèle faisant l'objet d'une centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations

	31.12.2025	31.12.2024
Montant des dépôts collectés (livrets A, livrets de développement durable et solidaire, livrets d'épargne populaire)	2 799 234	2 693 007
Montant de la créance sur le fonds d'épargne de la CDC (montant des dépôts centralisés)	-1 557 579	-1 468 509
Montant net des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan	1 241 656	1 224 498

Note 14 - Dettes représentées par un titre

	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables	1 150	1 150
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Dettes rattachées	3	3
Total	1 153	1 153

Note 15 - Provisions

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour risques de contrepartie					
- sur engagements par signature	24 800	6 318	-7 288	0	23 830
- sur engagements de hors-bilan	0	0	0	0	0
- sur risques pays	0	0	0	0	0
- provisions générales pour risques de crédit	73 333	1 097	0	0	74 430
- autres provisions pour risques de contrepartie	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme		0	0	0	0
Provisions sur filiales et participations	0	0	0	0	0
Provisions hors risques de contrepartie	0	0	0	0	0
- provisions pour charges de retraite et médailles du travail	16 653	180	-8 793	-1	8 039
- provisions épargne logement	7 234	7	-2 293	0	4 948
- autres provisions pour risques	13 885	7 454	-5 794	0	15 545
Total	135 905	15 056	-24 168	-1	126 792

Note 15a - Engagements de retraite et avantages similaires

	Solde d'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	Solde de clôture
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite					
Indemnités de fin de carrière (1)	8 793	0	-8 793	0	0
Compléments de retraite	168	0	0	0	168
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	7 692	179	179	0	7 871
Total	16 653	179	-8 793	0	8 039

Hypothèse retenue	2025	2024
Taux d'actualisation (2)	3,80%	3,50%

Caisses de retraite

Indemnités de fin de carrière	Ouverture	Produits financiers	Effets de l'actualisation	Coût des services rendus	Transferts	Frais de gestion	Variation écarts actuariels	Impact services divers	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture
Engagements	21 982		747	1 239	-651		485	0	-567		23 235
Contrat d'assurance	13 189	487			-369	-19			-340	10 288	23 235
Étalement	0								0		
Provision	8 793	-487	747	1 239	-282	19	485	0	-227	-10 288	-0

(1) La provision pour indemnité de fin de carrière est pour les banques françaises égale à la différence entre l'engagement et le montant assuré auprès des ACM, entreprise d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

(2) Le taux d'actualisation retenu est le taux de rendement des obligations long terme émises par des entreprises de premier rang, estimé à partir de l'indice IBOXX.

Note 15b - Provisions pour risques sur engagements au titre de l'épargne-logement

Comptes et plans d'épargne-logement	31.12.2025	31.12.2024
Encours des plans d'épargne logement	586 297	669 580
Encours de comptes d'épargne logement	57 735	56 325
Total des comptes et plans d'épargne logement	644 032	725 905

Prêts d'épargne-logement	31.12.2025	31.12.2024
Encours de prêts d'épargne-logement	4 392	2 995

Provisions d'épargne logement	Ouverture	Dotations nettes	Autres variations	Clôture
Sur comptes d'épargne-logement	13	30		43
Sur plans d'épargne-logement	7 082	-2 629		4 453
Sur prêts d'épargne-logement	139	56		195
Total	7 234	-2 543	0	4 691

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle de personnes physiques. Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché.

Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note 16 - Dettes subordonnées

	31.12.2024	Emissions	Remboursements	Autres variations	31.12.2025
Dettes subordonnées	76 333	0	0	0	76 333
Emprunts participatifs	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	9 909	0	0	-9 909	0
Dettes rattachées	339	0	0	-193	146
Total	86 581	0	0	-10 102	76 479

Principale dette subordonnée :

	Date Émission	Montant Émission	Montant fin d'exercice	Taux	Echéance
TSDI	05.1985	9 909	9 909	TAM et TIOP	E/P *
* E/P Emprunt perpétuel					

Note 17 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Réserves (1)	Ecarts de réévaluation	Provisions réglementées (2)	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
Solde au 1.1.2024	258 498	186 143	0	11 770	226	25 057	545 026	3 287
Augmentation de capital							0	
Résultat de l'exercice						-10 500	-10 500	
Affectation du résultat de l'exercice précédent		25 057				-25 057	0	
Distribution de dividendes							0	
Autres mouvements							0	
Dotations nettes dérogatoires de l'exercice				381			381	
Solde au 31.12.2024	258 498	211 200	0	12 151	226	-10 500	534 907	3 287
Solde au 1.1.2025	258 498	211 200	0	12 151	226	-10 500	534 907	3 287
Augmentation de capital							0	
Résultat de l'exercice						24 542	24 542	
Affectation du résultat de l'exercice précédent					-10 500	10 500	0	
Distribution de dividendes							0	
Autres mouvements							0	

Dotation nette dérogatoire de l'exercice				229			229	
Solde au 31.12.2025	258 498	211 200	0	12 380	-10 274	24 542	559 678	3 287
(1) Les réserves sont constituées de la réserve légale pour 25.849 milliers d'euros, des autres réserves pour 42.525 milliers d'euros et des réserves libres pour 142.826 milliers d'euros.								
(2) Le poste Provisions réglementées est composé au 31/12/2025 de 12.380 milliers d'euros d'amortissements dérogatoires.								

Le capital de CIC SUD OUEST est constitué au 31 décembre 2025 de 16 156 140 actions d'une valeur nominale de 16 €.

Le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC détient 100% du capital de CIC SUD OUEST au 31 décembre 2025.

De ce fait, le CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL - CIC reprend, par intégration globale, dans ses comptes consolidés, les comptes de CIC SUD OUEST.

Le résultat social de CIC SUD OUEST s'élève à 24 542 002,46 euros.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale de Mai 2026 d'affecter la somme de 15.769 milliers d'euros provenant du résultat et de l'apurement du report à nouveau déficitaire de 8,772 milliers d'euros, de la manière suivante :

15 575 152	Autres réserves
194 769	Dotation au report à nouveau.
15 769 921	Total distribuable

Note 18 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit *	2 986 007	3 180	390 000	188 830	0	37 347	3 605 364
Créances sur la clientèle **	1 873 872	1 772 927	7 448 263	10 585 511	0	42 115	21 722 688
Obligations et autres titres à revenu fixe***	0	0	5 000	0	0	195	5 195
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit	381 585	517 570	4 556 572	3 522 000	0	38 697	9 016 424
Comptes créditeurs de la clientèle	11 761 759	1 346 028	2 680 936	143 420	0	103 724	16 035 867
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	150	0	0	1 000	0	3	1 153
- Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0	0	0	0
* à l'exception des créances douteuses et des dépréciations							
** à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des dépréciations							
*** exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)							

Note 19 - Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

Les contrevaieurs euros des actifs et passifs libellés en devises au 31 décembre 2025 sont respectivement de 104,145 milliers d'euros et de 104,145 milliers d'euros. CIC SUD OUEST n'a pas de position opérationnelle significative en devises.

Note 20 - Engagements de garantie donnés

Dans le cadre des opérations de refinancement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (marché hypothécaire et titres sécurisés), certains crédits à la clientèle distribués par notre établissement constituent des actifs donnés en garantie à ces opérations de refinancement portées par des entités tierces du Groupe.

Au 31 décembre 2025, leur montant s'élève à 5 138 787 milliers d'euros.

Note 21 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2025			31.12.2024		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux	0	0	0	0	0	0
Contrats de change	0	0	0	0	0	0
Autres opérations	0	0	0	0	0	0
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs	0	0	0	0	0	0
Swaps de taux	9 550 000	0	9 550 000	9 300 000	0	9 300 000
Swaps financiers	0	0	0	0	0	0
Autres opérations	0	0	0	0	0	0
Swaps - autres	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés organisés</i>						

Options de taux						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Options de change						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Actions et autres options						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées	0	0	0	0	0	0
Vendues	0	0	0	0	0	0
Total	9 550 000	0	9 550 000	9 300 000	0	9 300 000

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

31.12.2025	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
Opérations fermes					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
Contrats d'échange	0	0	9 550 000	0	9 550 000
Opérations conditionnelles					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
31.12.2024					
Opérations fermes					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0
Contrats d'échange	0	0	9 300 000	0	9 300 000
Opérations conditionnelles					
Achats	0	0	0	0	0
Ventes	0	0	0	0	0

Note 22 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2025	< 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments de taux				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats	0	0	0	
Ventes	0	0	0	
Swaps de taux	297 000	4 753 000	4 500 000	9 550 000
Total	297 000	4 753 000	4 500 000	9 550 000

Note 23 - Instruments financiers à terme

Juste valeur des instruments financiers selon les règlements CRC 2004.14 à 19	31.12.2025		31.12.2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers	189 658	62 618	196 703	142 839

Note 24 - Produits et charges sur intérêts

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	115 510	-305 320	151 005	-400 634
Clientèle	720 772	-377 400	797 113	-410 424
Crédit-bail et location simple	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	225	-8	225	-16
Autres	0	0	0	0
Total	836 507	-682 728	948 343	-811 074
dont charges sur dettes subordonnées		-13 007		-4 604

Note 25 - Revenus des titres à revenu variable

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Titres de placement	0	1
Titres de l'activité de portefeuille	0	0
Titres de participation et ATDLT	0	0
Parts dans les entreprises liées	15	18
Revenus des parts de S.C.I.	0	0
Total	15	19

Note 26 - Commissions

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	737	0	678	0
Opérations avec la clientèle	106 475	-791	99 318	-1 365
Opérations sur titres	1	-289	2	-251
Opérations de change	467	0	508	0
Opérations de hors-bilan				
. Engagements sur titres	90	0	0	0
. Engagements financiers à terme	0	0	0	0
. Engagements de financement et de garantie	5 406	-2 721	5 829	-4 109
Prestations de services financiers	147 040	-3 062	143 036	-2 586
Commissions sur moyens de paiement		-44 112		-40 311
Autres commissions - dont produits rétrocédés)	13 769	-5 540	15 280	-4 744
Total	273 985	-56 515	264 651	-53 366

Note 27 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
- Sur titres	0	0
- Sur opérations de change	2 548	2 812
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt	0	0
* De cours de change	0	0
* Sur autres instruments financiers y compris actions	0	0
Sous-total	2 548	2 812
- Dotations aux provisions sur instruments financiers	0	0
- Reprises de provisions sur instruments financiers	0	0
Total	2 548	2 812

Note 28 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Opérations sur titres de placement		
- Plus-values de cession	11	0
- Moins-values de cession	0	0
- Dotations aux dépréciations	-2	-4
- Reprises de dépréciations	1	4
Opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
- Plus-values de cession	0	0
- Moins-values de cession	0	0
- Dotations aux dépréciations	0	0
- Reprises de dépréciations	0	0
Total	10	0

Note 29 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits accessoires	1 379		1 561	
Transferts de charges	0		0	
Dotation nette aux provisions		-84		-149
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	2 544	-6 263	442	-4 002
Total	3 923	-6 347	2 003	-4 151

Note 30 - Charges de personnel

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Salaires & traitements	-88 301	-85 832
Charges sociales	-42 712	-43 781
Charges de retraite	-9 994	-562
Intéressement et participation des salariés	-16 313	-14 145
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-14 599	-14 399
Dotation nette aux provisions pour retraite et médailles du travail	8 613	-1 565
Autres dotations nettes aux provisions	1 051	-544
Total	-162 255	-160 828

Note 31 - Coût du risque

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-96 042	-94 462
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	65 014	43 191
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-25 209	-13 252
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-5 754	-1 766
Récupérations sur créances amorties	275	382
Solde des créances	-61 716	-65 907
Dotations aux provisions	-7 415	-17 992
Reprises de provisions	7 288	3 113
Solde des risques	-127	-14 879
Total	-61 843	-80 786

Note 32 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	31.12.2025						Exercice 31.12.2024 Total
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Autres	Total	
Sur immobilisations financières							
- Plus-values de cessions		0	0	0	0	0	0
- Moins-values de cessions		0	0	0	0	0	-4
- Dotations aux dépréciations		0	0	0	0	0	-12
- Reprises de dépréciations		0	2	0		2	4
Sous-total	0	0	2	0	0	2	-12
Sur immobilisations corporelles et incorporelles							
- Plus-values de cessions						518	222
- Moins-values de cessions						-3 624	-2 884
Sous-total						-3 106	-2 662
Total	0	0	2	0	0	-3 104	-2 674

Note 33 - Impôts sur les bénéfices

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-8 506	-562
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs	278	69
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	-8 228	-493
Sur activités courantes	8 532	627
Sur éléments exceptionnels	-26	-66
régl. exercices précédents	-278	-69
Total	8 228	492

Intégration fiscale

La société a opté le 23 Décembre 1994 pour l'intégration fiscale au sein du groupe du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, à compter du 1er Janvier 1995.

Par convention, chaque filiale membre du groupe intégré constitué par le CIC verse à la société mère, au titre de sa participation au paiement de l'impôt sur les sociétés et des contributions sur l'IS, une somme égale à l'impôt théorique qui aurait grevé son résultat individuel et sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle avait été imposable distinctement en l'absence d'intégration fiscale sous réserve de la dérogation prévue par la convention.

Par dérogation, le cas échéant, l'impôt théorique est calculé sans appliquer les nouvelles règles de report des déficits. Les déficits sont imputés dans leur intégralité sur leurs exercices ultérieurs sans limitation de bénéfice fiscal. Parallèlement, les déficits reportables susceptibles d'être imputés sur les exercices suivants sont réduits du montant des déficits supplémentaires imputés.

Les crédits d'impôts imputés ou remboursés sont considérés comme utilisés par la filiale.

Note 34 - Effectifs moyens

	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Techniciens de la banque	677	832
Cadres	961	847
Total	1 638	1 679

Note 35 - Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent sur l'exercice 2025 à :

	KPMG	Forvis Mazars	Total
Commissariat aux comptes, examen et certification des comptes	73 500	87 400	160 900
Honoraires de services autres que la certification des comptes			
Total HT	73 500	87 400	160 900

Note 36 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration et de la direction

	31.12.2025	31.12.2024
Montant global des rémunérations versées (1)	265	243
Montant global des jetons de présence (2)	79	81
<i>(1) la rémunération du directeur général</i>		
<i>(2) versés aux membres du conseil d'administration</i>		

Le montant des avances et crédits accordés aux membres du comité de direction s'élèvent à 1 495 k€ pour l'année 2025

Note 37 - Résultat par action

	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net part du Groupe	24 542	-10 500
Nombre d'actions à l'ouverture	16 156 140	16 156 140
Nombre d'actions à la clôture	16 156 140	16 156 140
Résultat de base par action	1,52	-0,65

Note 38 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 30 538 comptes pour 14 847 903,27 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 843 comptes pour 405 180,51 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

Note 39 - Evénements post-clôture

Absence d'événement significatif postérieur à l'arrêté du 31 décembre 2025

IV. — Résultats financiers sur les 5 derniers exercices

Nature des indications	2021	2022	2023	2024	2025
1 - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	214 500 000	258 498 240	258 498 240	258 498 240	258 498 240
Nombre d'actions émises	13 406 250	16 156 140	16 156 140	16 156 140	16 156 140
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
2 - Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes (*)	786 288	989 209	2 077 786	1 197 589	1 100 222
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	111 767	142 554	81 562	86 474	92 104
Impôt sur les sociétés	28 915	33 452	13 367	492	8 083
Bénéfice net	57 470	85 613	25 057	-10 500	24 542
Montant des bénéfices distribués (**)	57 379	25 850	25 850	0	0
3 - Résultat des opérations réduit à une seule action (en €)					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	6,18	6,75	4,22	5,32	5,20
Bénéfice net	4,29	5,30	1,55	-0,65	1,52
Dividende versé à chaque action (**)	4,28	1,60	1,60	0,00	0,00
4 - Personnel					
Nombre de salariés (***)	1 693	1 693	1 703	1 665	1 665
Montant de la masse salariale	79 981	87 177	91 851	87 779	89 415
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc.)	38 755	39 182	41 667	42 506	43 042
<i>(*) A partir de 2024, Le Chiffre d'affaires hors taxes est calculé avec la comptabilité externe</i>					
<i>(**) Sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale.</i>					
<i>(***) Effectifs moyens</i>					

V. — Rapport de commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l’assemblée générale de Banque CIC Sud Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Banque CIC Sud Ouest relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans la note 1.3 « Traitement des changements de méthode comptable » de l’annexe aux comptes annuels qui expose l’incidence de la première application du règlement ANC 2023-03 modifiant divers règlements de l’ANC en coordination avec le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations et provisions pour risques de crédit avérés sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société constitue des dépréciations pour couvrir des risques avérés de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Des dépréciations de prêts et créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garanties. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu’il existe une indication objective de perte de valeur.</p> <p>Ces dépréciations et provisions correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les créances douteuses sur la clientèle s’élèvent à 780 M€ et les dépréciations et les provisions associées sur les prêts et engagements s’élèvent respectivement à 260 M€ et 24 M€ telles que présentées dans les notes 3 et 15 de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d’évaluation et de présentation » de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>L’évaluation des dépréciations et des provisions requiert l’exercice du jugement pour l’identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte tenu de l’importance du jugement dans l’appréciation du risque de crédit et la détermination des dépréciations et provisions sur prêts à la clientèle, en particulier dans un contexte d’incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et économiques, nous avons considéré que l’identification des créances présentant un risque de non recouvrement et l’évaluation de dépréciations et provisions afférentes constituaient un point clé de l’audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l’importance relative des encours de prêts dans le bilan ;• la complexité de l’estimation des flux futurs recouvrables.	<p>Nous avons examiné et testé les processus et les contrôles relatifs aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.</p> <p>Nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none">• les contrôles réalisés par les spécialistes en système d’information permettant de garantir les règles de déclassement en créances douteuses et la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d’information. Nous avons obtenu et analysé les contrôles menés par les auditeurs du groupe sur ce dispositif automatisé ;• sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux. <p>S’agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">• examiné le processus de suivi du risque de crédit, en prenant connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;• examiné, par sondages, des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;• rationalisé l’évolution annuelle du coût du risque ;• et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes. <p>Nous avons également réalisé des procédures analytiques en calculant l’évolution dans le temps des indicateurs clefs suivants : rapport des encours douteux sur les encours totaux et taux de couverture des encours douteux par des dépréciations.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés du caractère approprié de l’information présentée dans les notes de l’annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque CIC Sud Ouest par l'assemblée générale du 23 avril 2024 pour les cabinets KPMG S.A. et Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, les cabinets KPMG S.A. et Forvis Mazars SA étaient dans la seconde année de leurs missions sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, Toulouse et Levallois Perret, le 7 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

Arnaud Bourdeille
Associé

KPMG S.A.

Pierre Subreville
Associé

Julie Mallet
Associée

Forvis Mazars SA

Alexandra Kritchmar
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 20 quai des Chartrons, 33000 Bordeaux